

## Interview

### Cyrinne Douss, chorégraphe



• La danseuse-chorégraphe Cyrinne Douss



# «En dehors de la Cité de la culture, à l'échelle du territoire, c'est le vide»

• L'artiste multiplie les expériences et les créations (Photos: Melek Abderrahman)

La danseuse-chorégraphe de talent, Cyrinne Douss évoque pour «Le Quotidien» la situation de l'artiste en Tunisie, qui demeure à bien des égards précaire et fragile. Elle tire la sonnette d'alarme.

— *Quelle est la situation aujourd'hui en Tunisie des artistes en général et des danseurs en particulier?*

— Devenir danseur en Tunisie équivaut à prendre un risque. Rien n'est garanti, rien n'est assuré et il n'y a aucune stabilité. Le danseur souffre terriblement de l'absence du statut professionnel et de cette reconnaissance sociale sans oublier bien évidemment le manque de visibilité du métier. Car enfin, quelle place accorde-t-on à la danse? Comment créer un cadre juridique pour ceux et celles désireux d'officialiser leur situation? Autant de questions auxquelles il faut impérativement trouver réponses et voilà pourquoi, selon moi, la danse demeure en marge comparée aux autres disciplines artistiques. Je perçois également comme une forme de scission, de rupture quelque part entre les artistes, le monde de l'art et la société en général. Un constat que je déplore et qui m'interpelle.

— *C'est-à-dire?*

— En Tunisie, c'est comme si le monde de l'art était un monde à part. Et la société en général dans son ensemble n'est peut-être pas encore prête même d'accueillir et d'être en demande de «plus d'art dans la société». Je souhaite que les artistes puissent davantage créer en toute liberté, s'exprimer, produire, proposer un monde différent, nouveau et créatif. On sent en Tunisie des résistances à la nouveauté et à la créativité comme en témoigne le procès intenté à Emna Gharbi par rapport à la liberté d'expression. On ne peut que s'inquiéter, se demander comment l'art peut-il s'exprimer et s'émanciper dans un

**«Créer un cadre juridique pour ceux et celles désireux d'officialiser leur situation»**

climat pareil? L'art plus que jamais est nécessaire pour contrebalancer et proposer une alternative à ces tensions qui existent malheureusement.

— *D'où, comme vous l'avez souligné la nécessité d'une vraie politique culturelle nationale?*

— On peut se réjouir de quelques faits marquants comme la création du «Pôle danse et art chorégraphique» à la Cité de la culture et d'autres espaces de danse plus adaptés mais cela demeure encore peu, il n'y en a que deux à la Cité de la culture. Bien sûr il y a aussi les théâtres, les espaces de représentations adaptés à la danse, citons également la création du Nouveau ballet de l'opéra... Néanmoins, ils ne résolvent pas la question de la danse en Tunisie à l'échelle du territoire et d'une vraie politique culturelle nationale. Aujourd'hui, la question pour les danseurs c'est «Quel avenir»? Les conservatoires ne proposent pas de cursus d'enseignement digne de ce nom pour les plus jeunes jusqu'à leur majorité et nous n'avons pas d'institut supérieur ou d'école professionnelle pour ceux qui souhaitent travailler. Il n'y a pas de marché, de compagnie de production, de diffusion, de formation et le secteur dans son ensemble est quasiment

inexistant. Les acteurs de la danse sont peu nombreux et je ne veux pas avancer des chiffres erronés mais seulement quelques artistes vivent de la danse. Or combien voudraient devenir professionnels? Combien aimeraient se former? Il n'y pas d'avenir. Le ballet de l'opéra de Tunis représente 15 ou 17 danseurs. La troupe nationale des arts populaires et le Nouveau ballet de danse tunisienne comptent en tout, une cinquantaine de danseurs reconnus professionnels, qui ont une situation relativement stable. Mais il n'y a pas de sécurité de l'emploi, pas de cotisation à la sécurité sociale et à la retraite bref le statut demeure précaire et en dehors de la Cité de la culture, quelles perspectives? Elles sont très limitées. Il y a donc une fragilité et une prise de risque.

**«Il faut une mobilisation comme «khalssouma» (payez nous!)»**

— *Comment l'artiste que vous êtes perçoit-il l'après-confinement? Un danseur ressent constamment le besoin de bouger, de se mouvoir, avec d'autres danseurs notamment... le confinement n'a pas été trop pénible?*

— La Tunisie a relativement bien géré la crise. On peut continuer à travailler et je m'exprime ici en tant que franco-tunisienne, c'est difficile de se couper du reste du monde. Alors, oui! Tous nos projets sont remis en question et en ce sens les perturbations sont importantes et les échanges

**«Le secteur dans son ensemble est quasiment inexistant»**

culturels et artistiques sont affectés. Il en est bien entendu de même pour les festivals. On peut aussi créer individuellement mais dans l'ensemble on fait face à beaucoup d'incertitude, des reports, pas de dates, tout le monde avance à tâtons, au jour le jour. Mais le confinement a aussi été pour moi une occasion de travailler, de méditer sur moi-même, mes créations.

— *Quelles solutions les danseurs-chorégraphes ont-ils trouvés pour améliorer leur condition?*

— Être dans l'échange, pallier la distance avec des moyens qui ne sont que des substituts qui ne remplaceront jamais le réel, la rencontre avec le public, l'interaction avec d'autres danseurs car la danse est l'art du vivant. On est loin de pouvoir dire qu'on est en mesure d'améliorer les conditions. On reste tous dans une forme de précarité quelle que soit notre situation et on doit faire face à beaucoup d'incertitude. On attend des nouvelles du ministère des Affaires culturelles pour réfléchir aux conditions de vie, sociales, de droit, de sécurité. Il faut une mobilisation comme «khalssouma» (payez-nous!). Il faut que les choses changent et les mois à venir seront l'occasion de réfléchir tous ensemble.

Propos recueillis par  
Waley Eddine MESSAOUDI